

La commission peut inviter le demandeur à compléter sa demande, à produire des pièces ou à fournir des renseignements qu'elle estime nécessaires pour statuer sur la demande.

La commission peut entendre le demandeur d'initiative ou à la demande de ce dernier.

La commission peut charger un de ses membres de l'accomplissement des mesures d'instruction visées aux alinéas 2 et 3.

§ 2. Pour l'application du § 1er :

1° le demandeur peut se faire représenter ou assister par un conseil dûment mandaté ou par un avocat;

2° la commission peut se faire assister lors de l'instruction de la demande par un fonctionnaire de l'administration compétente qui n'est pas membre effectif de la commission.

§ 3. Toute correspondance entre la commission et le demandeur se fait par pli recommandé à la poste.

La décision de la commission doit être motivée et notifiée au demandeur.

Art. 4. La commission doit statuer dans un délai de trois mois à compter de la date à laquelle la demande lui est parvenue.

Par dérogation à l'alinéa 1er, le délai de trois mois ne prend cours qu'à partir :

1° de la date de réception des dernières pièces ou des derniers renseignements, en cas d'application de l'article 3, § 1er, alinéa 2;

2° de la date de la dernière audition, en cas d'application de l'article 3, § 1er, alinéa 3;

3° de la date la plus récente, en cas d'application de l'article 3, § 1er, alinéas 2 et 3.

En aucun cas, le délai ainsi prolongé ne peut excéder six mois. ».

Art. 2. L'article 18, §§ 2 et 3, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

La commission statue sur les demandes valablement introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément à l'arrêté royal du 9 novembre 1992 précité tel qu'il existait avant d'être remplacé par l'article 1er du présent arrêté.

Le mandat des fonctionnaires nommés en exécution de l'arrêté royal du 9 novembre 1992 précité tel qu'il existait avant d'être remplacé par l'article 1er du présent arrêté, prend fin à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

De commissie kan de aanvrager verzoeken zijn aanvraag te vervolledigen, stukken voor te leggen of inlichtingen te verstrekken die zij noodzakelijk acht om over de aanvraag te beslissen.

De commissie kan de aanvrager horen op eigen initiatief of op vraag van deze laatste.

De commissie kan één van haar leden belasten met de uitvoering van de onderzoeksmaatregelen bedoeld in het tweede en het derde lid.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 :

1° kan de aanvrager zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een daartoe behoorlijk gemachtigde raadsman of door een advocaat;

2° kan de commissie zich tijdens het onderzoek van de aanvraag laten bijstaan door een ambtenaar van de bevoegde administratie die geen effectief lid van de commissie is.

§ 3. Alle briefwisseling tussen de commissie en de aanvrager geschiedt bij een ter post aangetekend schrijven.

De beslissing van de commissie moet worden gemotiveerd en ter kennis van de aanvrager worden gebracht.

Art. 4. De commissie moet beslissen binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum waarop de aanvraag bij haar is toegekomen.

In afwijking van het eerste lid, vangt de termijn van drie maanden pas aan op :

1° de datum van ontvangst van de laatste stukken of inlichtingen, ingeval van toepassing van artikel 3, § 1, tweede lid;

2° de datum van de laatste hoorzitting, ingeval van toepassing van artikel 3, § 1, derde lid;

3° de meeste recente datum, ingeval van toepassing van artikel 3, § 1, tweede en derde lid.

In geen geval mag de aldus verlengde termijn meer dan zes maanden bedragen. ».

Art. 2. Artikel 18, §§ 2 en 3, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten evenals dit besluit treden in werking op de eerste dag van de tweede maand die volgt op de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

De commissie beslist over de vóór de inwerkingtreding van dit besluit geldig ingediende aanvragen overeenkomstig het voornoemd koninklijk besluit van 9 november 1992 zoals het bestond alvorens door artikel 1 van dit besluit te zijn vervangen.

Het mandaat van de ambtenaren die zijn benoemd ter uitvoering van het voornoemd koninklijk besluit van 9 november 1992 zoals het bestond alvorens door artikel 1 van dit besluit te zijn vervangen, neemt een einde bij de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

F. 95 — 1283

24 AVRIL 1995. — Arrêté royal  
modifiant l'arrêté royal coordonné du 27 mars 1992  
relatif à l'émission des obligations linéaires

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 décembre 1994 contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1995, notamment l'article 7, § 1er et § 1<sup>er</sup> bis;

Vu l'arrêté royal du 27 mars 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires, coordonné par l'arrêté royal du 9 novembre 1992 et modifié par les arrêtés royaux du 12 août et du 18 octobre 1993, du 11 avril 1994 et par l'arrêté royal du 26 mai 1994 relatif à la perception et à la

N. 95 — 1283

24 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het gecoördineerd koninklijk besluit van 27 maart 1992 betreffende de uitgifte van de lineaire obligaties

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 december 1994 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1995, inzonderheid op artikel 7, § 1 en § 1bis;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 maart 1992 betreffende de uitgifte van de lineaire obligaties, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 9 november 1992 en gewijzigd door de koninklijke besluiten van 12 augustus en 18 oktober 1993, van 11 april 1994 en door het

bonification du précompte mobilier conformément au chapitre 1<sup>er</sup> de la loi du 6 août 1993 relative aux opérations sur certaines valeurs mobilières;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du nouveau cahier des charges des Primary Dealers en valeurs du Trésor libellées en francs doit être autorisée très rapidement, dans l'intérêt du marché des obligations linéaires, et que par conséquent les règles d'émission de ces obligations doivent être adaptées sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 27 mars 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires, coordonné par l'arrêté royal du 9 novembre 1992, les mots « par un arrêté royal d'émission » sont remplacés par les mots « par un arrêté ministériel d'émission ».

**Art. 2.** L'article 12, alinéa 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre des Finances peut procéder chaque mois à l'adjudication d'une tranche appartenant à une ou plusieurs lignes dans une ou plusieurs de ces périodes. »

**Art. 3.** Dans l'article 16 du même arrêté, les mots « au plus tard le septième jour ouvrable bancaire précédant l'adjudication » sont remplacés par les mots « dans un délai compatible avec la pratique du marché, ».

**Art. 4.** Dans l'article 26 du même arrêté, les alinéas suivants sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, si le Ministre des Finances procède à l'adjudication d'une tranche de plusieurs lignes dans une même période de durées, cas ci-après dénommé « émission multiple », chaque tranche émise est considérée comme une adjudication compétitive séparée pour le calcul de la moyenne arithmétique déterminant le montant des souscriptions non compétitives. Pour chaque tranche ainsi émise, le droit intégral à une souscription non compétitive est maintenu. Ce droit est égal à la moyenne arithmétique des participations compétitives aux trois avant-dernières adjudications dans la période de durées et à l'adjudication de la veille pour la tranche considérée, lors de l'émission multiple. A l'adjudication suivante, le montant de l'émission multiple pris en considération pour fixer le nouveau droit à une souscription non compétitive dans la période de durées est égal au total des montants des diverses adjudications compétitives de l'émission multiple divisé par le nombre de tranches adjugées lors de celle-ci.

Le Ministre des Finances est cependant autorisé à suspendre, réduire ou majorer le droit de participation des primary dealers aux souscriptions non compétitives conformément aux règles établies par le cahier des charges et le code de bonne conduite des primary dealers en valeurs du Trésor ».

**Art. 5.** Dans l'article 26, dernier alinéa du même arrêté, les mots « alinéas 1<sup>er</sup> et 2 » sont remplacés par les mots « alinéas 1 à 4 ».

**Art. 6.** Dans l'article 27, alinéa 1, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 1993, les mots « à 30 % de la moyenne visée à l'article 26. » sont remplacés par les mots « à 30 % du droit de participation visé à l'article 26, tel que modifié, le cas échéant, par application de l'article 26, alinéa 4. »

**Art. 7.** L'article 34, alinéa 1, du même arrêté est complété comme suit :

« Il peut également leur déléguer le pouvoir de suspendre, réduire ou majorer le droit de participation des primary dealers aux souscriptions non compétitives, conformément aux règles établies par le cahier des charges et le code de bonne conduite des primary dealers en valeurs du Trésor. »

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

koninklijk besluit van 26 mei 1994 over de inhouding en de vergoeding van de roerende voorheffing overeenkomstig hoofdstuk I van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de transacties met bepaalde effecten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het nieuwe lastenkohier van de Primary Dealers in schatkistwaarden uitgedrukt in franken zeer vlug moet worden toegestaan in het belang van de markt van de lineaire obligaties, en dat bijgevolg de regels van uitgifte van deze obligaties zonder verwijl aangepast moeten worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2, lid 1, van het koninklijk besluit van 27 maart 1992 betreffende de uitgifte van de lineaire obligaties, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 9 november 1992, worden de woorden « door een koninklijk besluit tot uitgifte » vervangen door de woorden « door een ministerieel besluit tot uitgifte ».

**Art. 2.** Artikel 12, lid 2, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Minister van Financiën kan iedere maand een tenderinschrijving organiseren voor een tranche behorend tot één of meerdere lijnen in één of meerdere van die looptijden. »

**Art. 3.** In artikel 16 van hetzelfde besluit, worden de woorden « Uiterlijk de zevende bankwerkdag vóór de tender », vervangen door de woorden « Binnen een termijn gebruikelijk op de markt, ».

**Art. 4.** In artikel 26 van hetzelfde besluit, worden de volgende leden ingevoegd tussen lid 2 en lid 3 :

« In afwijking van lid 1 wordt, wanneer de Minister van Financiën een aanbesteding organiseert voor een tranche van meerdere lijnen in eenzelfde periode van looptijden, hierna genoemd « meervoudige uitgifte », iedere uitgegeven tranche beschouwd als een afzonderlijke aanbesteding met mededinging bij de berekening van het rekenkundig gemiddelde ter bepaling van het bedrag van inschrijvingen buiten mededinging. Voor iedere aldus uitgegeven tranche wordt het volledige recht op een inschrijving buiten mededinging behouden. Dit recht is gelijk aan het rekenkundig gemiddelde van de deelnemingen met mededinging aan de drie voorlaatste aanbestedingen met mededinging in de periode van looptijden en van de aanbesteding van de vorige dag van de bedoelde tranche, bij de meervoudige uitgifte. Bij de volgende aanbesteding is het bedrag van de meervoudige uitgifte dat in aanmerking wordt genomen om het nieuwe recht op een inschrijving buiten mededinging in de periode van looptijden te bepalen, gelijk aan het totaal van de bedragen van de verschillende aanbestedingen met mededinging van de meervoudige uitgifte gedeeld door het aantal aanbestede tranches van deze uitgifte.

De Minister van Financiën is nochtans bevoegd om het recht van de primary dealers om deel te nemen aan de inschrijvingen buiten mededinging, te schorsen, te verminderen of te verhogen overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het lastenkohier en de gedragscode van primary dealers in Schatkistwaarden ».

**Art. 5.** In artikel 26, laatste lid van hetzelfde besluit, worden de woorden « lid 1 en 2 » vervangen door de woorden « lid 1 tot 4 ».

**Art. 6.** In artikel 27, lid 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 18 oktober 1993, worden de woorden « dan 30 % van het gemiddelde bedoeld in artikel 26. » vervangen door de woorden « dan 30 % van het recht van deelneming bedoeld in artikel 26, zoals gewijzigd, in voorkomend geval, door toepassing van artikel 26, lid 4. »

**Art. 7.** Artikel 34, lid 1 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« Hij kan hun eveneens de bevoegdheid verlenen om het recht van deelneming van de primary dealers aan de inschrijvingen buiten mededinging te schorsen, te verminderen of te verhogen overeenkomstig de bepalingen opgenomen in het lastenkohier en de gedragscode van de primary dealers in Schatkistwaarden. »

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 9. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
Ph. MAYSTADT

Art. 9. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :  
De Minister van Financiën,  
Ph. MAYSTADT

F. 95 — 1284

**8 MAI 1995. — Arrêté ministériel  
fixant les modalités d'émission  
d'une série de monnaies de collection millésimées 1995**

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 8 mai 1924 relative au trafic et à la refonte des monnaies métalliques, notamment l'article 1er;

Vu la loi du 12 juin 1930 portant création d'un Fonds monétaire, notamment l'article 2, modifié par la loi du 23 décembre 1988;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donnée le 30 mars 1995;

Vu l'urgence;

Considérant la proximité de la date du 50e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, qui constitue le thème de l'émission 1995;

Considérant que le coût de production de ces séries est plus élevé que celui des pièces de monnaie courantes;

Considérant des frais supplémentaires d'emballage et de publicité;

Considérant l'insertion d'un jeton, portant une gravure, représentant à l'avant un soldat écartant les doigts en signe de victoire et une colombe; au revers, le « V » de Victory et le mot paix inscrit en différents langues commémorant la fin de la seconde guerre mondiale,

Arrête :

**Article 1er.** Soixante mille séries de pièces de monnaie, ayant cours légal en Belgique, de qualité « Fleur de coin », sont mises en vente à partir du 16 mai 1995 au prix net de 450 francs par série.

Ces séries contiennent les pièces de 50 francs, de 20 francs, de 5 francs, de 1 franc et de 50 centimes dans les deux légendes et portent le millésime 1995. De plus, chaque série contient un jeton en maillechort portant à l'avant une gravure commémorant la fin de la seconde guerre mondiale.

**Art. 2.** Pour les pièces visées à l'article 1er sont levées les interdictions prévues à l'article 1er, alinéas 1er et 2, de la loi du 8 mai 1924 relative au trafic et à la refonte des monnaies métalliques.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 8 mai 1995.

Ph. MAYSTADT

N. 95 — 1284

**8 MEI 1995. — Ministerieel besluit  
tot vaststelling van de wijze van uitgifte  
van een reeks verzamelaarsmunten, jaartal 1995**

De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 8 mei 1924 betreffende de handel in het smelten van geldstukken, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op de wet van 12 juni 1930 tot de oprichting van een Muntfonds, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de wet van 23 december 1988;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 30 maart 1995;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de nabijheid van de datum van 50e verjaardag Einde Wereldoorlog II die het thema vormt van de uitgifte 1995;

Overwegende dat de produktiekosten van deze reeksten ten aanzien van de gewone muntstukken hoger liggen;

Overwegende de bijkomende verpakkings- en publiciteitskosten;

Overwegende de bijvoeging van een penning met op de voorzijde de afbeelding van een soldaat die het overwinningsteken maakt en een vredesduif. Op de achterzijde de « V » van Victory en het woord vrede in verschillende talen ter herdenking van het einde van Wereldoorlog II,

Besluit :

**Artikel 1.** Zestigduizend reeksen van muntstukken in « Fleur de coin »-kwaliteit, met wettelijke koers in België, worden vanaf 16 mei 1995 te koop aangeboden tegen de nettoprijs van 450 frank per reeks.

Deze reeksen bevatten de muntstukken van 50 frank, van 20 frank, 5 frank, 1 frank en 50 centiemen, in beide legendes en met vermelding van het jaartal 1995. Bovendien bevat elke reeks een penning in nieuwzilver met op de voorzijde een afbeelding ter herdenking van het einde van Wereldoorlog II.

**Art. 2.** Voor de muntstukken bedoeld in artikel 1 worden de verbodsbepalingen uitgevaardigd door artikel 1, eerste en tweede lid, van de wet van 8 mei 1924 betreffende de handel in en het smelten van geldstukken, opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 8 mei 1995.

Ph. MAYSTADT

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

F. 95 — 1285

[S-Mac — 25067]

**28 MARS 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 1989 fixant les normes complémentaires d'agrément des hôpitaux et des services hospitaliers et précisant la définition des groupements d'hôpitaux et les normes particulières qu'ils doivent respecter**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987 et modifiée par la loi du 30 décembre 1988, notamment les articles 68 et 69;

**MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN LEEFMILIEU**

N. 95 — 1285

[S-Mac — 25067]

**28 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 1989 houdende vaststelling van aanvullende normen voor de erkenning van ziekenhuizen en ziekenhuisdiensten alsmede tot nadere omschrijving van de ziekenhuisgroeperingen en van de bijzondere normen waaraan deze moeten voldoen**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987 en gewijzigd door de wet van 30 december 1988, inzonderheid op de artikelen 68 en 69;